

LA BOUCHE DE FER



MENSUEL CRITIQUE DU GROUPE ETUDE ET ACTION NEOSYNTHESTE LIBERTAIRE

Numéro 6 – Juin – 2020

INTRODUCTION

La Bouche de fer est la revue du cercle d'Étude et d'Action Néosynthésiste Libertaire. Ce numéro abordera plusieurs sujets, sociétaux, politiques et informatifs. Chaque mois, la revue mensuelle veut combattre l'immobilisme idéologique et explorer les possibles.

DANS CE NUMERO PG 21
«Cybersyn ou l'ingénierie politique» Par Gecko





Pour un anarchisme moderne... épisode 6

Cette sortie de confinement ne sera finalement pas aussi tranquille que ne l'escomptaient nos élites politiques. Le drame de Minneapolis, énième témoignage des violences policières et du racisme institutionnel, semble avoir réveillé la conscience ankylosée du peuple américain. Au temps des réseaux sociaux, une image comme celle du meurtre de George Floyd a fait émerger de nombreuses expériences, chaque prise de parole d'une racisé·es renforçant le concert des protestations, rendant leur vécu commun et quotidien du racisme assourdissant.

La conscientisation passe par une mise en commun, la discussion, le partage, l'identification collective de structure d'oppression et la constitution d'une connaissance du social qui échappe aux dominants : autant de potentiels constitutifs d'un monde différent. Cette fois le mouvement va plus loin. Son savoir s'impose et impose ses expériences dans l'espace public. Nul·le ne peut feindre d'ignorer le racisme systémique à présent. Les lambeaux de la croyance en l'existence surnaturelle, « pathologique » d'individus racistes quand le reste de la société y échapperait, se disperse. Ce rempart de la bonne conscience achève de s'effondrer. Les condamnations se font systémiques, les exigences deviennent système. Penser ainsi implique de raisonner à l'échelle d'un ensemble de relations complexes et interdépendantes. Il ne s'agit plus seulement d'exiger des gens qu'ils changent mais de faire advenir un autre ordre social plus juste, l'indignation laisse place à l'insurrection. Un appel d'air dans l'espace public, une fissure à la surface de cet ordre bien policé, un vent de possibles s'échappe de cet interstice qui ne peut être refermé.

Dans ce numéro vous trouverez un article du collectif Collages Féministes Lyon traitant du devoir de révolte à partir de l'inscription de la résistance dans notre droit, un papier de Gecko sur le projet Cybersyn, et, pour finir, une présentation critique du municipalisme libertaire par Crabouibouif.

| TABLE DES MATIERES

| ARTICLES DES AMI.ES

« Du droit de résistance au devoir d'insurrection »

Par le Collectif Collages Féministes LYON



4



| POLITIQUE ET IDEOLOGIE

« Municipalisme Libertaire » par Crabouibouif

« Cybersyn ou l'ingénierie politique » par Gecko



8

21

| CONTACTS



DU DROIT DE RÉSISTANCE AU DEVOIR D'INSURRECTION.

Par le collectif Collages Féministes LYON

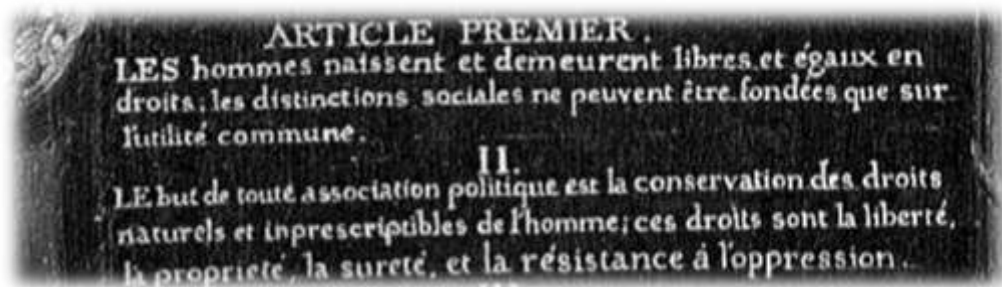


2 juin 2020 devant le TGI de Paris la foule répond à l'appel d'Assa Traoré.

Déjà dans le droit romain existait la notion de droit de résistance avec le *jus resistendi*, mais sans aller aussi loin dans le temps, il nous suffit de lire le deuxième article de la déclaration des droits de l'homme¹ et du citoyen de 1789, pour trouver cette notion : « *Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression* ». La résistance à l'oppression permet donc d'appliquer une présomption de légitimité à toute action brutale, d'un·e individu·e ou d'un groupe d'individu·es, contre les détenteurs du pouvoir, en cas d'asservissement ou de violations des droits fondamentaux. En tant que peuple, avoir à l'esprit l'existence de ce droit permet d'être rassuré, de savoir que quoi qu'il arrive le système démocratique remplira son rôle : protéger les droits de ses citoyen·nes sans distinction. Et si la protection de nos droits est assurée par notre constitution, la résistance n'est

¹ En tant que collectif féministe inclusif et intersectionnel à nos yeux beaucoup de choses sont problématiques dans cette déclaration. Elle a cependant son importance dans la façon dont le pays dans lequel nous sommes actuellement est régi et c'est pourquoi elle a sa place dans notre argumentaire.

pas nécessaire, la simple possibilité de pouvoir résister suffit aux citoyen·nes. Nous nous trouvons alors face à une incohérence.



En fouillant un peu on constate que dans l'article 35 de la version de 1793, ce droit se précisait et devenait même un devoir : « *Quand*

le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs ». On parle ici d'insurrection, non plus simplement de résister mais aussi de réagir et de lutter activement contre un gouvernement qui manquerait à ses obligations. Philosophiquement ce devoir paraît évident et l'histoire est remplie d'exemples allant dans ce sens. En France nous avons d'ailleurs une fierté assez marquée à l'évocation de la Révolution Française, comme si en chacun·ne d'entre nous subsistait quelques gènes hérités directement des sans-culottes, et qu'en nos cœurs survivait la force de cette rébellion. On retrouve également ce sentiment de fierté nationale à l'évocation de la Résistance à l'occupation allemande durant le régime de Vichy, donnant l'impression qu'en France tout le monde descend d'un·e résistant·e mais que personne en revanche n'a d'ancêtre collaborateur, et que chacun·e aurait choisi de se dresser contre le régime nazi si l'occasion s'était présentée. Il est important de noter que cet article 35 disparaît dans la version de 1795, car jugé trop favorable aux révolutionnaires, et que l'insurrection est définie et réprimée par les articles 412-3 et 412-4 du code pénal, faisant donc de ce droit un crime punissable par la loi.



Il s'agit donc clairement d'une illusion de droit, avoir le droit théorique de se révolter tout en sachant que cela est interdit ne permet pas d'autre interprétation. Cette dichotomie place les gens dans une

situation bancale, les empêchant tout bonnement de pouvoir s'insurger lorsque leurs droits sont bafoués. Être révolutionnaire est noble, mais seulement dans l'imaginaire, on nous encourage à admirer des symboles tels que Marianne, fièrement coiffée de son bonnet phrygien, ou encore Jean Moulin, mort en se dressant face à l'opresseur, mais si nous passons à l'acte et descendons dans la rue pour dénoncer des lois nous devenons des délinquant·es et encourons des conséquences judiciaires.

La privation de ce droit apparaît donc comme un signal, une preuve que nos droits ne sont en réalité plus assurés, et que la démocratie, dont la fonction première est de protéger les minorités comme les majorités, s'écarte de son chemin vertueux.

Dans un monde où les grandes leaders de mouvements de contestation, ayant permis des avancées dans le droit humain, sont cités en permanence et érigés comme modèles, même s'ils dérangeaient à leurs époques, ne devons-nous pas



nous questionner sur notre obligation à exiger de nos gouvernements plus de justice ? Et si ces derniers ne respectent pas les besoins et les demandes des peuples, quelle forme doivent prendre les réclamations de la population ? Quand le contrat social, unissant un gouvernement à ses foules, est rompu par les puissants, les citoyen·nes ne sont plus tenu·es par l'obligation morale de respecter ce gouvernement. Le peuple peut donc se saisir de son droit à l'insurrection sans penser à l'illégalité de celle-ci. Aujourd'hui une vague mondiale de contestation se répand, dénonçant les violences policières, un fait incontestable, subies par des minorités depuis trop longtemps. Se dresser contre une entité violente et opprimante devrait éveiller en nous les héritages révolutionnaires et nous donner envie de scander les citations des meneur·ses de mouvement, si souvent publiées sur les réseaux sociaux comme gage de notre conscience. Et quand, dans les médias, ces mouvements sont critiqués, quand on oppose l'ordre et les biens matériels à la vie d'une partie de la population, notre instinct devrait nous crier que nous avons aujourd'hui la possibilité d'être aussi brave que dans notre imagination.

Quand le bien-être et la vie des humains doivent-être défendus contre des entités gouvernementales la révolution n'est plus philosophique ou théorique, elle est un devoir, une obligation morale. Quand il s'agit de défendre les opprimés, la révolution devient un acte d'amour, une déclaration de guerre contre la haine.





MUNICIPALISME LIBERTAIRE

Par Crabouibouif

Pour impulser un changement de société écologique et social, il faut le faire « de l'extérieur » : c'est ce qu'affirme Murray Bookchin, théoricien du *municipalisme libertaire*.

L'objectif de cette théorie est la création d'un espace alternatif « à côté » de l'État ou à l'extérieur de sa sphère d'influence. Une des stratégies possibles consiste à établir le municipalisme en participant aux élections municipales par exemple.

Plutôt que de provoquer une réaction protectrice ou réactionnaire chez les habitants en prenant la commune par les armes, les militant·e·s municipalistes doivent convaincre et motiver les citoyen·ne·s à pratiquer les principes de la démocratie directe à travers des conseils ou des assemblées : les encourager à reprendre en main leur commune.

Pourquoi parler d'espace « à côté » ? C'est simplement que l'appareil municipal existant (sous tutelle de l'État) n'est qu'un outil parmi tant d'autres : après les élections remportées par les municipalistes/citoyens engagés, les conseils « citoyens » créés *a priori* en dehors des mairies voient leurs décisions applicables sans problèmes ni sanctions. L'État ne peut remettre en question ces élections sans remettre en cause ses propres pratiques démocratiques et les citoyen·ne·s se voient engagé·e·s par leur vote et leur participation aux conseils dans ce projet social et écologique.

Les changements économiques et sociaux impulsés directement par les besoins des citoyen·ne·s de ladite commune seront de plus en plus acceptés, et la commune sera de plus en plus libertaire et vivante.

Là encore comme le Dual Power – mais en procédant différemment – la municipalité libertaire vise à confronter l'État, et permet énormément de possibilités sur la constitution d'instances alternatives. Mais il faut garder à l'esprit que l'État, menacé par ces initiatives, tentera à chaque opportunité qui lui sera offert (crise locale, crime, destruction de biens privés etc.) de les réduire à néant. Ici encore le municipalisme apportera quelques solutions.

Cet article est divisé en trois parties : politique, économique et pratique du municipalisme libertaire.

La politique municipaliste

Au niveau de la gestion politique, le municipalisme libertaire explore le passé pour construire l'avenir. Pour Murray Bookchin le mot politique moderne, tourné vers la démagogie, la gestion de l'État, du gouvernement a perdu son sens premier : la gestion des affaires publiques par la population au niveau communautaire.

Janet Biehl, sa compagne, définit le municipalisme libertaire comme étant « *la gestion directe des affaires communautaires par les citoyens en personne au sein d'institutions participatives* ».

Héritier de la commune de Paris, de Kronstadt, de la cité athénienne, des théories de Kropotkine et de Bakounine, le municipalisme « *veut ressusciter la politique dans le sens ancien du terme : construire et étendre la démocratie directe locale de sorte que les simples citoyens prennent des décisions relatives à leur communauté et à la société dans son ensemble* » (Biehl).

Pour atteindre un tel objectif, Bookchin décrit la commune (ou municipalité) comme cellule vivante, base de la participation à la vie politique et économique locale. La démocratie « directe » y est plus simple à établir et à mettre en pratique. Les comités sont constitués de sorte à impulser la solidarité et la coopération interne – à la commune – et externe – via un réseau confédéral.

Le municipalisme ne considère pas les référendums légitimes à légiférer ainsi que le parlement, le gouvernement, et les autres structures nationales (centralisées et impersonnelles) qui ne permettent aucuns changements réels : ces instances voient les individus comme des électeurs dépourvus de « savoir-faire » politique et non pas comme des citoyen·ne·s éduqué·e·s et averti·e·s.²

Le municipalisme met en avant la conscience morale, sociale et politique des Hommes.

« *De nos jours, bien peu de parlementaires seraient capables de tracer les plans d'une centrale nucléaire ou d'en expliquer le fonctionnement mais cela ne les empêche pas de prendre des décisions politiques au sujet de l'énergie nucléaire. Dans une société municipaliste libertaire, les connaissances nécessaires seront disséminées autant que possible parmi les citoyens. Les questions techniques devront être présentées avec clarté et dans un langage simple de sorte que les citoyens ayant une compétence raisonnable puissent prendre les décisions politiques les concernant.* »³

Les citoyen·ne·s constitué·e·s en conseils régulent, orientent et dirigent la politique de la commune dans son ensemble : la municipalité n'est plus dirigée par des « maires » mais par des délégués « représentatifs » *asservis* aux conseils citoyens. La mairie est volontairement impliquée car elle est occupée par des citoyen·ne·s élu·e·s à travers des élections municipales classiques.

De la même manière, des délégués à mandat révocables seront élu·e·s dans ces conseils et transmettront les besoins, revendications, positions, offres ou prises de décisions de celles et ceux-ci aux instances confédérales (échelle plus vaste).

Concernant la prise de décision locale, on suit le schéma suivant : Pour X décisions, les citoyen·ne·s – réuni·e·s en conseils – prennent des décisions politiques et élisent des représentant·e·s administratifs qui par la suite les rapportent à Y « expert·e·s » professionnel·le·s (coopératives, entreprises, petits

2 Politikon : <https://www.youtube.com/watch?v=IV4U5oY9XBc>

3 <https://vivelademocratieblog.files.wordpress.com/2016/05/le-municipalisme-libertaire.pdf>

commerçants etc. impliqués dans le projet). Les Y réparti·e·s (potentiellement à travers d'autres conseils), après s'être acquitté·e·s ou non des tâches, rapportent leurs résultats aux conseils citoyens relatifs aux X décisions. Dans l'idéal, il existe un conseil pour chaque secteur.

On suit donc un schéma cyclique où la base des décisions est le citoyen dans cet ordre : citoyen·ne·s > politique > administration > expert·e·s > citoyen·ne·s et ainsi de suite. On évite ainsi la stagnation d'élites, d'expert·e·s et la bureaucratisation. C'est le schéma inverse à celui des démocraties représentatives où la masse est pensée comme incapable de se gouverner. Ici la masse désigne les expert·e·s mais ce sont les conseils qui forment la principale source décisionnelle locale.

Les décisions y seraient prises par la majorité. Elle permet, selon M. Bookchin, l'exposition d'arguments plus réfléchis où les questions seraient discutés puis rediscutés. Le consensus ne permettant que peu d'opposition selon lui. Cette idée n'est pas reprise forcément en pratique, ce choix dépend en fait du milieu, des cultures et des situations dans lequel se trouve le conseil.

« [...] un précepte libertaire fondamental : tout être humain est compétent pour gérer les affaires de la société, et plus particulièrement de la communauté dont il est membre. Aucune politique n'a de légitimité démocratique si elle n'a été proposée, discutée et décidée directement par le peuple, et non par de quelconques représentants ou substituts. C'est seulement l'administration de ces directives politiques qui peut être confiée à des conseils, des commissions ou des collectifs d'individus qualifiés, éventuellement élus, qui exécuteraient le mandat populaire sous contrôle public et en rendant des comptes aux assemblées qui prennent les décisions... ». Bookchin⁴

« Il connaît plus ou moins les affaires de sa commune, il s'y intéresse beaucoup, et il sait choisir dans son sein les hommes les plus capables de les biens conduire. Dans ces affaires, le contrôle lui-même est possible, puisqu'elles se font sous les yeux des électeurs, et touchent aux intérêts les plus intimes de leur existence quotidienne. C'est pourquoi les élections communales sont toujours et partout les meilleures, les plus réellement conformes aux sentiments, aux intérêts, à la volonté populaires. » Bakounine⁵.

Plus loin encore, le municipalisme libertaire considère qu'en cas de confrontation militaire avec un adversaire, les milices populaires à l'image des zapatistes, des colonnes de la CNT de 1936, de l'armée noire de Makhno ou encore des citoyen·ne·s-soldat·e·s d'Athènes, permettent un basculement de force important – utile lorsque l'on confronte un adversaire plus grand – basé sur le combat urbain et rural stratégique, réfléchi, rapide, indépendant et adaptable.

Sans uniformes mais bien formés au combat, le·a citoyen·ne-soldat·e se bat volontairement pour protéger sa liberté, les conseils, ses projets, ses camarades, ses amis, et cela en connaissant le

4 *Une société à refaire*, éditions Écosociété, 1993, p. 255-256.

5 *Les Ours de Berne et l'Ours des Saint-Pétersbourg*

terrain, en s'y étant entraîné·e parallèlement à ses activités : embuscades, sabotages et improvisations permettent de mettre en déroute un ennemi puissant et lent dont les structures hiérarchiques empêchent l'originalité stratégique. De son côté la milice apprend des stratégies militaires de son ennemi et peut ainsi prévoir une défense.

Bien sûr cette milice est populaire donc volontaire. Cette stratégie ne souhaite pas former une grande armée asservie mais bien une assemblée de citoyen·ne·s convaincu·e·s, uni·e·s, solidaires et conscient·e·s de leurs actes. Ces milices n'excluent pas l'existence de commandement comme l'anarchisme n'exclut pas la présence d'expert·e·s, de formateurs et formatrices, de professionnel·le·s etc. Ces « chefs » militaires sont élu·e·s par les citoyen·ne·s-soldat·e·s par le biais de conseils, assurant ainsi la légitimité de ce·tte chef à mener un combat.

A propos de l'autodéfense, John Clark dans « *Introduction à la philosophie écologique et politique de l'anarchisme* » écrit :

« C'est un principe fondamental de l'anarchisme que la défense de la communauté doit résulter de l'action volontaire des gens. [...] Les anarchistes pensent fermement que « la guerre est la santé de l'Etat » et que, par conséquent, elle risque toujours de porter atteinte à la liberté sinon de lui être fatale. Militariser une société pour combattre l'autoritarisme c'est, du coup, faire triompher l'autoritarisme. [...] L'objection théorique concernant la non-participation néglige les éléments psychologiques de la guerre et les effets de la pression sociale. Une communauté unie (par exemple, une société tribale) n'a pas de difficulté à assurer une participation à sa défense, bien que l'exigence anarchiste du volontariat devienne de plus en plus difficile à remplir au fur et à mesure que s'accroît la menace pour le groupe. [...]

Il semble maintenant de plus en plus évident que, au moins sous certaines conditions, de tels moyens peuvent réussir. Par exemple, le mouvement paysan anarchiste makhnoviste en Ukraine a développé des méthodes très efficaces de guérilla contre des adversaires de force supérieure et dans des combats qui durèrent entre 1918 et 1921. Le succès militaires des makhnovistes prirent fin seulement lorsque leur armée, alors décimée après des victoires remportées contre les forces de droite, fut attaquée par leur « allié », les bolchéviques. [...] (En parlant des communautés espagnoles) En fait, le soutien et le moral déclinèrent de façon significative uniquement quand les milices furent militarisées par les soins de l'Etat. »

Bookchin insiste aussi sur le caractère ouvert de ce modèle démocratique : ce n'est pas le prolétaire qui y est adulé mais le citoyen·ne et la lutte des classes est mise de côté au profit d'une démocratie locale visant l'évolution croissante des consciences et idées libertaires :

« les anarchistes communautaires ne concentrent pas toute leur attention sur le lieu de travail ni même sur l'économie (aussi importantes qu'ils puissent être) mais plutôt sur une communauté totale, avec tous ses éléments entrelacés, comme le travail, le jeu, l'éducation, la communication, le transport, l'écologie, et ainsi de suite. Ils affirment qu'isoler les problèmes de production de leur contexte social

peut mener tout droit à l'éternelle erreur marxiste qui consiste à combattre l'exploitation économique tout en perpétuant et, peut-être même, en développant d'autres formes de domination. [...]

[à propos de la lutte des classes] Cette foi persiste encore. Cependant, l'ironie tient à ce que c'est une idéologie que le capitalisme à pouvoir de récupérer. [...] Car la société capitaliste de ces derniers temps est allée de plus en plus loin dans la mise en valeur de la consommation et dans la domination par la marchandise. Le culte de la classe ouvrière du salut par le travail paraît de moins en moins attrayant dans une société où le travail devient de plus en plus fragmenté et abstrait, dans laquelle l'appartenance de classe se définit moins clairement et devient moins essentielle pour la reconnaissance sociale, et où la consommation privée devient l'ultime refuge de l'individu désocialisé. »

6

Le municipalisme irait dans le sens de « *la vie dans son ensemble* » ne prenant pas le « travail » comme base idéologique. Le citoyen·ne, la nature et la vie font objets de point de départ à cette idéologie tandis que les rapports de classes et l'économie sont développés a posteriori.

L'une des stratégies essentielle du municipalisme libertaire est l'éducation populaire et évolutive. On peut citer quelques exemples : l'accès aux conseils politiques est établi à 15 ans, l'implication à la vie de la commune et le temps qui y est consacré motive la réflexion politique et émancipatrice, on se détache de la nation pour se rapprocher du local à travers des conseils et des assemblées.

Plus il ou elle pratique les idées démocratiques, plus le ou la citoyen·ne se rapproche de sa commune (et de ses concitoyen·ne·s) et agira en son sens, le plus iel y participera — en sa volonté et sa durabilité — le plus iel s'émancipera de son travail.

On note aussi son opposition à l'anarchisme individualiste dans la revue canadienne « Relations », Claude Rioux explique les craintes de Bookchin :

« *L'anarchisme peut être « contaminé » par le contexte et l'environnement bourgeois qu'il combat. Les travers de l'introspection et du narcissisme de la génération des baby-boomers alimentent l'émergence d'un anarchisme plus proche de la psychothérapie que de la révolution : un aventurisme inconscient fait d'aversion pour la théorie, une célébration de l'incohérence théorique sous couvert de pluralisme, un engagement apolitique et anti-organisationnel dans une recherche de la joie de vivre intensément orientée vers soi-même. [...]* Cette subordination du collectif à l'ego et de la société à l'individu, nous dit Bookchin, est courante dans l'anarchisme comme mode de vie, qui tend à la privatisation des angoisses communes et à la sanctification du soi comme refuge au malaise social. »

Rioux ajoute que cette vision a des conséquences sur le mouvement libertaire, notamment une exaltation du consensus (la majorité est illégitime même contre l'opinion d'un seul individu) et de la

6 - John Clark dans « *Introduction à la philosophie écologique et politique de l'anarchisme* ».

spontanéité individuelle aux dépens de l'organisation démocratique, plus à même d'établir des institutions autogérées ayant du pouvoir contre la domination capitaliste et les institutions hiérarchisées. » - ⁷

« En 1984, il est invité à la rencontre internationale « Ciao anarchici », à Venise. Janet Biehl, qui a été sa compagne pendant vingt ans et lui a consacré une biographie, raconte comment il est monté à la tribune habillé d'un uniforme de travail vert, une rangée de crayons de mécanicien dans sa poche de chemise : « Il leur a dit : « Les mouvements féministes, écologistes et communalistes doivent créer des communautés humaines décentralisées adaptées à leurs écosystèmes. Ils doivent démocratiser les villages et les villes, les confédérer, et créer un contre-pouvoir face à l'État. » »

La rencontre se révèle catastrophique. On lui objecte que les gouvernements municipaux ne sont que des États-nations en miniature ; les conseils de citoyen·ne·s, de petits Parlements. Les participant·e·s rejettent le principe du vote à la majorité, associé à une tyrannie du plus grand nombre. Bookchin en conclut que l'anarchisme est incompatible avec le socialisme. En plaidant pour la souveraineté de la personne, et non du peuple, les anarchistes de son époque se complaisent à ses yeux dans une simple radicalité « de style de vie » (8). Il décide de se retirer de la politique. »⁸

Économie municipaliste, une société Post-rareté

Même si Bookchin affirme son scepticisme vis-à-vis de l'efficacité politique de la coopérative - dans économie de marché ou économie de morale : « Aucune ferme biologique ne peut concurrencer victorieusement l'agrobusiness, et aucune coopération alimentaire ne peut l'emporter sur un marché par ses prix ou son offre de produits » - elle n'est pas incompatible avec le municipalisme.

Pour lui, le profit, le rendement et la concurrence finissent toujours par s'imposer dans n'importe quelle coopérative. Les entreprises alternatives se transforment inévitablement en entreprises comme les autres. L'objet produit par la coopérative reste autant une marchandise impersonnelle que celle produite par une grande entreprise. Par la coopérative l'existence de la marchandise et donc du capitalisme n'est pas remise en question.

La coopérative n'a de sens qu'une fois le capitalisme abolit : elle reste œuvre vaine sinon.⁹

7 https://fr.wikipedia.org/wiki/Murray_Bookchin

8 <https://www.monde-diplomatique.fr/2016/07/FERNANDEZ/55910>

9 Politikon : <https://www.youtube.com/watch?v=IV4U5oY9XBc>

Les entreprises privées, publiques ou coopératives seraient en quelque sorte « municipalisées » par la collectivité : les actionnaires sont jeté·e·s et les travailleuses, confondu·e·s avec les conseils citoyens, décident de la marche à suivre.

Il faut que la coopérative de production, d'habitation, agricole... se rallie volontairement à la municipalité et ses conseils, elles deviennent des institutions participatives :

« Contre les coopératives et la propriété publique, l'auteure [Janet Biehl] préconise la municipalisation de l'économie qui « signifie la « propriété » et la gestion de l'économie par les citoyens de la communauté. » Dans ce système, « la richesse, la propriété et les moyens de production seraient remis à la municipalité. » [...] De prime abord, cela ne pose aucun problème aux partisans du municipalisme libertaire puisque la démocratie ne serait qu'une question d'échelle : « L'assemblée déciderait non seulement de la production, mais également de la distribution des moyens d'existence matériels, remplissant ainsi la promesse de l'après-rareté. » Plusieurs objections peuvent être faites à ce postulat. [...]

La municipalité devenant propriétaire des moyens de production, les citoyen·nes de celle-ci sont donc censé·es déterminer les conditions de la production, ce qui fait dire à Janet Biehl que « ceux qui travaillent dans une usine participeraient à l'élaboration des politiques non seulement pour cette usine, mais pour toutes les autres, aussi bien que pour les fermes ; non pas à titre d'ouvriers, de fermiers, de techniciens, d'ingénieurs ou de professionnels, mais en qualité de citoyens. » [...]

La relocalisation de l'économie est un objectif indispensable de toute politique écologique visant à limiter les émissions excessives de gaz à effet de serre qui mettent en danger l'existence même de la vie humaine sur cette planète. Il n'en reste pas moins que pour certaines productions, les économies d'échelle sont aussi une source d'économies énergétiques qui peuvent avoir un effet écologique positif, ce qui n'a pas échappé à Janet Biehl : « À l'échelon confédéral, les diverses municipalités partageraient les ressources et prendraient des décisions concernant la production et la distribution. [...]

« Si une municipalité essayait de s'enrichir au détriment des autres, ses partenaires confédérées auraient le droit de l'en empêcher. Une politisation complète de l'économie prendrait place, étendant l'économie morale à une échelle plus large. »¹⁰

Le municipalisme s'oppose à la nationalisation ou appropriation des moyens de production par l'État qui aboutirait à une nouvelle forme de propriété privée en propriété étatique :

Cela viendrait changer la forme du pouvoir sans l'abolir.

10 <https://www.economie.org/blog/janet-biehl-le-municipalisme-libertaire/> Cette source est utilisée uniquement car elle relate le livre de Janet Biehl

Il s'oppose logiquement à la propriété privée pour son caractère aléatoire, individuel, concurrentiel etc. (voir *critique du capitalisme*).

« Toute unité économique de propriété privée, qu'elle soit gérée collectivement ou par des directeurs, propriété de travailleurs ou d'actionnaires, est non seulement sujette à être assimilée par le système capitaliste, mais condamnée à l'être un jour, que cela plaise ou non à ses membres. tant et aussi longtemps que durera le capitalisme, la concurrence exigera toujours des entreprises comprises en son sein qu'elles recherchent les coûts les plus bas (y compris celui de la main-d'œuvre), des marchés plus grands et des avantages sur leurs rivales, pour maximiser les profits. Elles auront toujours tendance à apprécier les êtres humains selon leur niveau de productivité et de consommation de préférence à tout autre critère. » Biehl¹¹.

Il faut donc, pour abolir l'État et le capitalisme, établir une municipalisation de l'économie : chaque municipalité s'approprie les moyens de production et ceux-ci doivent être contrôlés et gérés par les citoyen·e·s dans l'intérêt de toute la communauté et de ses besoins. Ce qui résoudrait le problème de la marchandise et de sa nature.

« C'est l'un des rares textes (From Urbanization to Cities) consacrés par Bookchin à l'économie. Pour l'essentiel, il constitue une critique radicale de l' « économie de marché », mais – et c'est là son originalité et, peut-on penser, son intérêt – ce n'est en rien une critique d'économiste, qui mettrait en évidence les dysfonctionnements, les absurdités ou l'inéluctabilité de la crise de cette économie. [...] »

Presque toutes les municipalités avaient dans le passé été fragmentées par des différences de statut économique, avec des classes pauvres, moyennes et riches dressées les unes contre les autres jusqu'au point de ruiner les libertés municipales, comme le montre clairement l'histoire sanglante des communes du Moyen-âge et de la Renaissance en Italie. [...]

À une échelle sans précédent dans l'histoire américaine, une énorme variété de groupes de citoyens ont rassemblé des gens de toute origine de classe dans des projets communs autour de problèmes souvent à caractère local mais qui concernent la destinée et le bien-être de l'ensemble de la communauté. [...]

La propriété privée, au sens traditionnel du terme, qui perpétuait le citoyen en tant qu'individu économiquement autosuffisant et politiquement indépendant est en train de disparaître. Elle ne disparaît pas parce que le « socialisme rampant » a dévoré la « libre entreprise » mais bien parce que la « grande firme rampante » a tout dévoré – ironiquement au nom de la « libre entreprise ». L'idéal grec d'un citoyen politiquement souverain qui pouvait juger rationnellement des affaires publiques parce qu'il était libéré du besoin matériel et du clientélisme n'est plus qu'une moquerie. [...]

11 *Le municipalisme libertaire*, p. 130

Le municipalisme libertaire propose de redéfinir la politique pour y inclure une démocratie communale directe qui s'étendra graduellement sous des formes confédérales, en prévoyant également une approche différente de l'économie. Le municipalisme libertaire propose que la terre et les entreprises soient mises de façon croissante à la disposition de la communauté, ou, plus précisément, à la disposition des citoyens dans leurs libres assemblées et de leurs députés dans les conseils confédéraux. [...]

La maxime de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins, cette exigence célèbre des différents socialismes du XIXe siècle, se trouverait institutionnalisée comme une dimension de la sphère publique. [...]

Aucune communauté ne peut espérer acquérir une autarcie économique, ni ne devrait essayer de le faire. Économiquement, la large gamme de ressources nécessaires à la production de nos biens d'usage courant exclut l'insularité refermée sur elle-même et l'esprit de clocher. Loin d'être une contrainte, l'interdépendance entre communautés et régions doit être considérée – culturellement et politiquement – comme un avantage.

L'interdépendance entre les communautés n'est pas moins importante que l'interdépendance entre les individus. Si elle est privée de l'enrichissement culturel mutuel qui a souvent été le produit de l'échange économique, la municipalité tend à se refermer sur elle-même et s'engloutit dans une forme de privatisme civique. Des besoins et des ressources partagés impliquent l'existence d'un partage et, avec le partage, d'une communication, d'un rajeunissement grâce à des idées nouvelles et d'un horizon social élargi qui facilite une sensibilité accrue aux expériences nouvelles. » - Jean Vogel ¹²

L'automatisation et les machines peuvent créer une société d'abondance au sein de laquelle tous les travaux pénible pourraient être effectués par des machines.

« Selon Colin Ward, l'expérience a révélé que les propositions de travail intensif, de production vivrière décentralisée, faites par Kropotkine il y a un siècle, sont tout à fait praticables. Comme il l'a remarqué, l'expérience japonaise (évolution de l'insuffisance du travail domestique vers l'auto-suffisance jusqu'à une surproduction excessive) illustre la vraisemblance technique des propositions de Kropotkine quant à la productivité plus que suffisante de l'agriculture intensive. [...] Le groupe de technologie intermédiaire de E.F. Schumacher a perpétué la tradition de penseurs comme Kropotkine et Williams Morris en développant des technologies dites appropriées qui permettront aux sociétés en développement de résoudre leurs problèmes de rareté et de chômage, tout en évitant les conséquences désastreuses de l'urbanisation et une lourde industrialisation.

12 <https://populaction.com/murray-bookchin-municipalisme-libertaire-nouvelle-politique-communale/> : Economie : Extraits de From Urbanization to Cities (Londres, Cassell, 1995). Traduit par **Jean Vogel** pour la revue Articulations.

Ce sera l'abondance des technologies et du temps libre dégagé par celle-ci : « la technologie insérée dans le capitalisme ne peut être qu'aliénante et destructrice tandis que dans une perspective libertaire elle peut être véritablement libératrice tout en étant anti-productiviste et écologique de cette manière le temps libre en tant que privilège social peut être abolie. »¹³

Ce temps libre permet aux individus d'exercer et d'affûter leur capacité politique, d'établir une éducation populaire et de mettre en place les stratégies du municipalisme libertaire étudiées dans la partie précédentes.

Pratique du municipalisme libertaire : écologie sociale

Pour ce qui est de la pratique du municipalisme/ communalisme nous ne manquons pas d'exemples historiques : la commune de Paris, celles de Kronstadt, celles de la CNT espagnoles, celles des Zapatistes etc.

Aujourd'hui il existe des possibilités municipalistes libertaires dans certaines communes françaises, ancrées depuis toujours dans les traditions de la gauche radicale. Comme cela fut le cas à Vandoucourt en 1971 :

« En moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, dans un village aseptisé par manque de projets, un sondage est organisé, un programme élaboré, une liste déposée, un slogan diffusé : on est plus intelligents à plusieurs que seul ! La liste l'emporte. [...] »

Une fois en place, la nouvelle équipe met en pratique les principes qui l'ont fait élire : information libre et transparente, aucun sujet tabou, commissions extra-municipales en place sur divers sujets (enfance, bâtiments, budget...) ouvertes à tous, réunions publiques mensuelles informant ceux qui ne peuvent se rendre aux réunions préparatoires, conseil des jeunes, des anciens, des associations ! [...]

Démocratie directe va de pair avec autogestion et contrôle populaire... »¹⁴

« En 1971 le village est passé en démocratie participative. Le fonctionnement est de type autogestion.

La vie démocratique s'organise grâce à :

- un conseil de treize membres élus ;
- un conseil des jeunes ;
- un conseil des anciens ;

13 John Clark dans *Introduction à la philosophie écologique et politique de l'anarchisme*

14 Vandoucourt : <https://matricien.wordpress.com/politique/anarchisme/vandoucourt/>

- un conseil des associations.

Les conseils se réunissent, au moins chaque mois, ce sont là soixante citoyens rassemblés.

Sept commissions sont mises en place (scolaire, budget, technique, développement économique, sociale, fêtes et cérémonies, environnement). Ce sont elles qui s'informent des besoins, qui élaborent les solutions pratiques et qui contrôlent les réalisations. Elles sont sous le contrôle des conseils. Ainsi la commission des finances est composée d'élus et de non-élus. »¹⁵

Ces expériences alimentent les récits de politique-fiction municipaliste tel que *La Commune Libre de Saint-Martin – Une expérience communale du XXI^{ème} siècle*, de Jean-François Aupetitgendre :

« [Q]uant aux conflits personnels, ils étaient mis en exergue par la pratique démocratique. Dans les débats, il apparaissait souvent que deux propositions antagonistes n'avaient pour principal motif qu'une rivalité amoureuse, une vieille dispute mal résolue, des jalousies diverses et variées, voire des difficultés tout à fait intimes. Le besoin de pouvoir de celui qui se sent terne, la critique permanente de celui qui ne croit plus en lui, la violence de celui qui n'arrive pas à dire ce qu'il veut, le dépressif qui découragerait un régiment d'entrepreneurs, le parano qui sait bien que tout est fait pour lui nuire, le frustré qui ne jouit que de la frustration de l'autre, le névrosé qui regrette que deux et deux fassent quatre, le psychotique qui sait bien que deux et deux font cinq mais s'en fout, tous ces travers bien humains rendaient la vie des comités parfois intenable».

« Chaque membre des conseils fut doté d'une série de cartons de couleur lui permettant d'exprimer sa position dans le débat. Le carton vert signifiait : Je me sens bien dans cette proposition, le carton bleu : Je n'ai pas d'opinion et je laisse faire les choses, le marron : J'ai besoin de plus d'explication, le violet : Je suis réservé et propose un amendement, le rouge : Je m'oppose à la proposition et veux en changer. Au fur et à mesure des débats, la couleur dominante apparaissait rapidement et aucune décision ne pouvait être prise avant que les couleurs vert et bleu ne se soient imposées, c'est-à-dire qu'un consensus général ne soit obtenu.

De la même manière, l'usage d'un bâton de parole fut mis à l'honneur. Un bricoleur martiniais de génie mit au point un tube lumineux qui s'allumait au contact de la main et s'éteignait de lui-même au bout de cinq minutes. (...) Cette pratique évita la monopolisation des débats par les forts en gueule, obligea chacun à préparer soigneusement ses interventions et mit fin aux brouhahas insupportables ».¹⁶

15 <https://fr.wikipedia.org/wiki/Vandoncourt>

16 <https://populaction.com/la-commune-libre-de-saint-martin-une-experience-communale-du-xxieme-siecle-ou-comment-de-simples-citoyens-peuvent-ensemble-trouver-les-moyens-de-regler-les-problemes-du-travail-de-la-fermetur/>

Pour finir, au niveau local, dans la pratique du municipalisme libertaire apparaît l'écologie car, en prenant possession des entreprises, les citoyens ne peuvent mettre en péril leur propre environnement, leur air et leur eau sans en avoir conscience : les citoyens pleinement impliqués et informés n'iront en aucun cas voter pour des pratiques qui conduiraient à la destruction de leur communes (sauf en cas de besoin vital).

Dans cette même logique, les délégués confédéraux sont envoyés par et pour donner l'avis des communes - sur les normes à établir au niveau confédéral - au sujet de la production, de la distribution ou du transport.

Toujours en dehors des institutions dominantes, les communes permettent de changer radicalement les pratiques des entreprises et leurs impacts sur l'environnement. La commune sait de quoi elle a besoin, elle demande ; elle sait comment et pourquoi, elle dirige, coordonne, délègue, révoque via les conseils citoyens.

Le programme électoral des verts de Burlington

« Nous voulons créer une nouvelle politique pour Burlington, une politique qui soit fondée sur l'écologie, le contrôle de la croissance, une économie morale, la justice sociale et une véritable démocratie de la base. [...] »

Les verts de Burlington veulent un moratoire sur la croissance. Il est essentiel que les citoyens aient le temps de discuter, dans des assemblées publiques, le problème qui se pose à Burlington et de décider démocratiquement comment notre communauté peut se développer selon des normes écologiques, humanistes et rationnelles. [...] »

Nous voulons que des efforts sérieux soient faits pour employer des sources d'énergie renouvelables comme l'énergie solaire, éolienne et à base de méthane. Le recyclage et la réduction des déchets devraient être une priorité, tout comme la mise en place d'un programme régional pour le partage de nos ressources énergétiques avec les communautés voisines.»¹⁷

« Les Burlington Greens du Vermont ont utilisé ce document comme programme électoral en mars 1989, quand ils ont présenté deux candidats au conseil municipal et un à la mairie, lors d'une campagne municipaliste libertaire. »¹³

Annexes :

17 <https://vivelademocratieblog.files.wordpress.com/2016/05/le-municipalisme-libertaire.pdf>
p. 198-200

1. *Le municipalisme libertaire de Janet Biehl :*
<https://vivelademocratieblog.files.wordpress.com/2016/05/le-municipalisme-libertaire.pdf>
2. https://fr.wikipedia.org/wiki/Municipalisme_libertaire
3. https://fr.wikipedia.org/wiki/Murray_Bookchin
4. *Introduction à la philosophie écologique et politique de l'anarchisme de John Clark :*
https://www.academia.edu/3188213/Introduction_à_la_Philosophie_Écologique_et_Politique_de_LA_narchisme_PDF
5. *Urbanization Without Cities: The Rise and Decline of Citizenship, Murray. Bookchin :*
<https://libcom.org/library/urbanization-without-cities-rise-decline-citizenship>
6. *Social anarchism or lifestyle anarchism: an unbridgeable chasm – M. Bookchin :*
<https://libcom.org/library/social-anarchism--lifestyle-anarchism-murray-bookchin>



CYBERSYN OU L'INGENIERIE POLITIQUE

Par Gecko

C'est à la chercheuse et historienne des technologies Eden Medina¹⁸ que l'on doit la redécouverte récente du projet Cybersyn, fascinante tentative d'« internet socialiste » dans le Chili de l'Unidad Popular qui semble tout droit sorti d'un roman de science-fiction des années 1970, à la croisée de la science cybernétique et des théories du design.

Étudier cette histoire nous permet de visualiser la façon dont des solutions techniques originales ont été pensées face à des obstacles rencontrés lors d'une tentative de transition socialiste. En particulier, le projet s'attaque aux tensions entre :

- centralisation et décentralisation (planifier l'économie tout en redonnant le contrôle des moyens de production aux travailleur·ses).
- démocratie et projet idéologique (une transition démocratique vers le socialisme implique la tenue d'élections ce qui confronte les convictions univoques des partisans à l'expression libre du pluralisme).
- long terme et court terme (satisfaire les besoins immédiats des individus tout en tenant compte que la mise en place d'un système radicalement autre implique une transition lente ainsi qu'un soutien continu de la population).
- politique et scientifique (de vifs débats ont émergé parmi les cybernéticien·nes et les designers sur le caractère politique de leur travaux et l'orientation idéologique des techniques).

Le socialisme au Chili

Salvador Allende remporte les élections présidentielles chiliennes du 4 septembre 1970 à la tête du parti socialiste et de la coalition de l'Unidad Popular. Il prend ses fonctions le 4 novembre de la même année. Cette victoire est acquise à quelques dizaines de milliers de voix près, profitant de la division de la droite et des chrétiens démocrates. Les nationalisations sont au cœur de son programme : donner le contrôle des moyens de production aux travailleurs tout en relançant la production afin de sortir le pays de son état de dépendance « périphérique », « *faire tomber les piliers qui soutiennent la minorité qui a toujours condamné notre pays au sous-développement* »¹⁹.

Cette ambition réformiste se heurte à de nombreux obstacles. Les tentatives de relance keynésiennes notamment l'augmentation du salaire net des ouvriers permettent une « reprise » de la production dans un premier temps. Mais rapidement la consommation s'effondre, les investissements extérieurs

¹⁸Voir fin de l'article : Eden Medina, *Le projet Cybersyn*.

¹⁹*Ibid.* 58.

se méfient du régime et l'inflation atteint des pics (jusqu'à 45,9 % en juillet 1971). Le rythme discontinu des nationalisations dont les contours sont flous fait régner un climat d'insécurité sur les petites et moyennes entreprises et le congrès met des bâtons dans les roues des réformes. Les intervenants envoyés par le gouvernement (et choisis par les partis) pour remplacer les directions d'entreprises nationalisées sont inexpérimentés, certains font preuve d'incompétence et des conflits fissurent la majorité. C'est dans ce contexte que Fernando Flores, à la tête de la CORFO²⁰ (agence national du développement qui a la charge d'administrer les entreprises nationalisées) fait appel au cybernéticien Stafford Beer pour mettre en place un système permettant de gérer la transition économique.

Cybernétique et Cybersyn

« Cybernétique » vient du grec ancien « κυβερνητική » (kybernêtikê) qui renvoie à l'art de piloter ou de gouverner. Cette discipline est née pendant la Seconde Guerre mondiale de la nécessité de penser les systèmes²¹ automatiques comme les défenses contre-avion dans un environnement où les informations sont insuffisantes et nécessitent des retours (*feedback*) et un contrôle autocorrectif. Le terme est conceptualisé par Norbert Wiener en 1948²² afin de désigner l'étude du monde sous l'angle des systèmes d'interaction. Utilisant « *les résultats de la théorie du signal et de l'information pour développer une méthode d'analyse et de synthèse des systèmes complexes* »²³ cette science prétend s'appliquer tant aux machines qu'au vivant. Stafford Beer, à l'origine issu de l'industrie métallurgique, est un cybernéticien sans diplôme officiel, formé auprès des ingénieurs du MIT. Il est à l'époque à la tête de la société de conseil Science in General Management et s'applique à théoriser les « systèmes viables », *homéostatiques*, c'est-à-dire capables de maintenir toutes les variables critiques dans les limites de l'équilibre systémique²⁴.

Enthousiasmé par le projet chilien, Beer se rend en personne au Chili en novembre 1971, rencontre le président Allende et parvient à le convaincre. Son projet cybernétique ne consiste pas seulement à mettre en réseau l'économie mais à révolutionner l'organisation du tissu social : « *planifier la liberté* ». Je vais ici présenter brièvement le modèle (et non sa pratique effective).

Cybersyn, contraction de « cybernetic synergie », ou Synco Systema de Information y Control est un protocole qui a été appliqué à la structure hiérarchique de la CORFO et à une partie de l'Area de Propiedad Social. En mai 1973, le réseau englobait plus de 100 firmes soit 26,7 % des entreprises nationalisées.

²⁰Membre du MAPU – petit parti de gauche né d'une scission de la démocratie chrétienne qui a apporté un soutien de faible envergure mais décisif à la coalition.

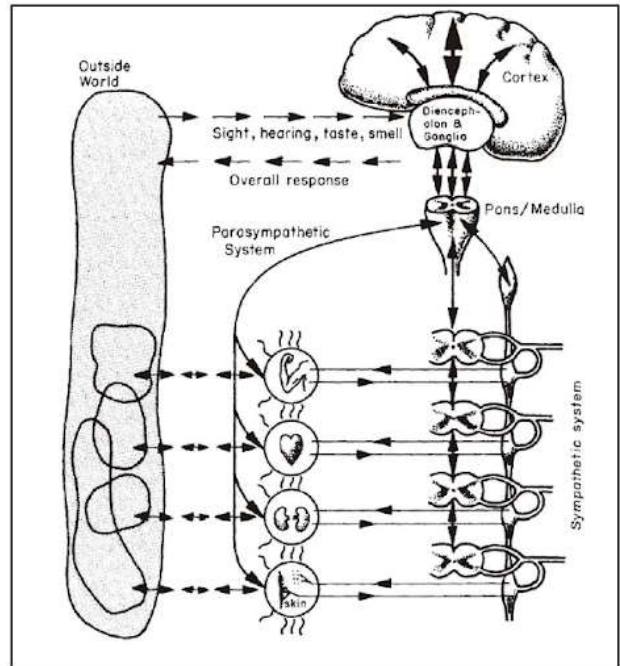
²¹Système : ensemble d'éléments en interrelation formant un tout.

²²*Cybernetics, or Control and Communication in the Animal and the Machine*, MIT Press.

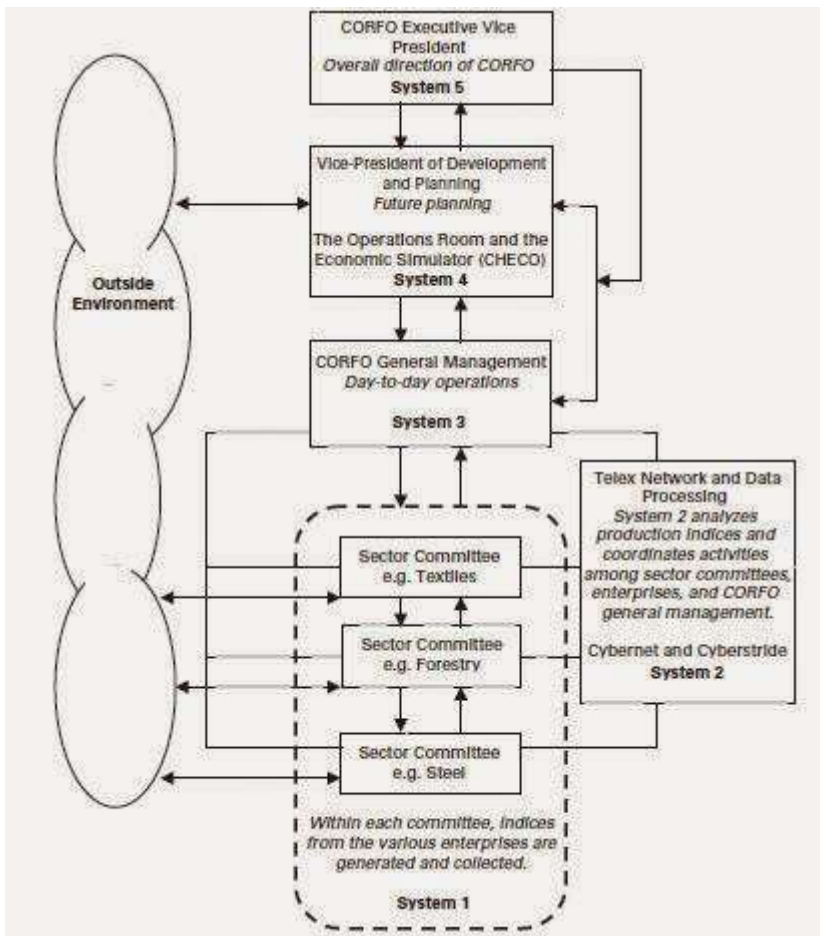
²³CNRTL. « Lexicographie. Cybernétique », 2012.

²⁴*Id.*, Medina, 65.

Il est conçu sur le modèle du système nerveux humain (schéma 1) en cinq paliers (se référer au schéma 2). Les usines (system 1) sont en contact avec l'environnement, gèrent leur production et font remonter leurs besoins via le Cybernet (system 2). Celui-ci est une extension du réseau Telex à l'ensemble des entreprises nationalisées. C'est la moelle épinière du système qui transmet les indicateurs de production et permet de faire remonter les anomalies.



SCHEMA 1



SCHEMA 2

Il s'agit de faire attention aux anachronismes, à cette époque l'informatique était encore une technologie à l'état d'essai (Arpanet tâonnait aux États-Unis pour relier les universités) ce qui nous permet de prendre la mesure de l'incroyable avance du projet sur son temps. Il n'y avait alors qu'une cinquantaine d'ordinateurs au Chili (moins que dans les autres pays d'Amérique du Sud) monopolisés par une agence gouvernementale. Un seul fut alloué au Cybersyn : le IBM360/50 mais les membres du projet se sont rabattus sur le Burroughs 3500 (voir image ci-contre). Le traitement des données se faisait via des petites cartes perforées et nécessitait une formation des ouvriers. Les informations « en temps réel » se limitaient à un relevé par jour.



Le contrôle (system 3) « manage » un secteur au jour le jour tandis que la planification (system 4), une innovation pour l'époque, inclut le programme CHECO ou « Futuro ». Celui-ci devait intégrer les données obtenues afin de faire des simulations et anticiper l'avenir (même si le réseau n'a pas fonctionné assez longtemps pour que cette fonctionnalité voit le jour). Beer avait prévu que l'information soit visible et que figure parmi les indicateurs l'approbation des individus vis-à-vis des mesures prises ainsi que le mal-être social via le taux d'absentéisme au travail (pris en charge par la cyberstride, une suite logicielle de programmes de traitement de données). Enfin, le niveau des décisions politiques (system 5) donne la direction générale, en son sein peuvent être élus des représentants ouvriers.

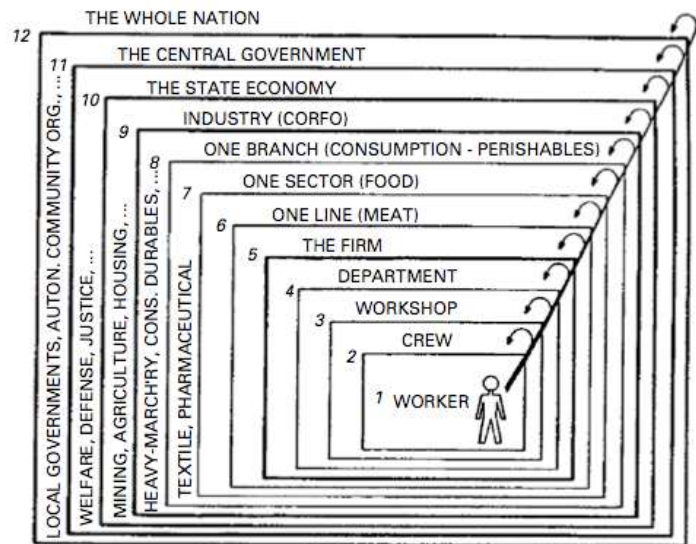
Le symbole le plus fameux de ce système est sans doute la Opsroom (voir ci-contre) ou salle des opération. Elle est imaginée par Gui Bonsieppe, un ancien membre de la Hochschule Für Gestaltung de Ulm qui théorise le *design* comme vecteur politique. Les sièges avec une interface simplifiée de boutons et des allumes-cigare sont pensés pour être *visible*, rendre les informations claires et faciliter la prise de décision. C'est un espace *scalable*, des répliques auraient dû d'ailleurs être faites à chaque palier et dans chaque usine.



L'une des grandes composantes du cybersyn pour Beer est sa **récurtivité** – à l'image du corps où le code génétique de tout l'organisme est inscrit dans chaque cellule.

« *Récurivement parlant, la nation chilienne est intégrée au concert des nations tandis que le gouvernement l'est au regard de la nation [...] tous sont des systèmes supposément viables* » (69)

Le protocole que nous venons de voir est reproduit à chaque niveau. S'il a englobé les cinq premiers paliers (voir schéma 3), Stafford Beer avait imaginé de l'étendre à la nation entière notamment en installant des *compteurs algédoniques* dans les maisons afin de remonter l'approbation de la population et de rendre le système organique (cyberfolk). Le *signal algédonique* est une clé de son système. Cela signifie que si un problème est intraitable à un échelon (par exemple dans une usine) après un laps de temps donné il est remonté



SCHEMA 3

automatiquement à l'échelon supérieur. On retrouve là les grandes lignes du fédéralisme intégral de Proudhon c'est-à-dire que la gestion n'est pas *descendante* (du gouvernement aux citoyen·nes) mais *ascendante* (des besoins des citoyen·nes à la structure).

La courte durée de l'expérience Cybersyn (le coup d'État de Pinochet du 11 septembre 1973 y met fin brutalement) rend sa portée limitée. En outre, le projet a souvent été mal compris : les bureaucrates y voyaient davantage un moyen de gestion et de mise en réseau. Le système a particulièrement fait ses preuves lors de la grève des camionneurs grémialiste en 1972 en permettant de coordonner efficacement les quelques deux cents camions restés loyaux au gouvernement. Si le mouvement d'opposition fut organisé par la réaction, il n'en reste pas moins que l'outil fut retourné contre les travailleur·ses. À la suite de cette épreuve la CORFO a mis en place un bureau de centralisation gérant le système et prenant les décisions, court-circuitant le principe ascendant et le signal algédonique. Avec le recul, il s'agit plus d'une adaptation car force est de constater que la situation économique du Chili a rendu prioritaire la régulation industrielle sur les changements radicaux désirés par Beer. Enfin, comme le note Eden Medina, le projet est teinté d'androcentrisme, sa base reste l'ouvrier masculin et le projet de simplification des commandes de la *Opsroom* a pour objectif explicite de « *supprimer la fille* » (les typographes étant essentiellement des femmes). Le projet global s'inscrit dans la logique de conservation du pouvoir entre les mains de la gente masculine²⁵.

²⁵*Ibid.* 115-116.

Conclusion

Le contexte de guerre froide a desservi le projet traité à l'international comme un ersatz de totalitarisme. Stafford Beer avait bien conscience des dérives possibles et c'est pour cela qu'il a explicitement politisé son initiative. Il s'agissait pour lui de donner accès à des canaux efficaces de *feedback* aux individus tout en leur apprenant à faire confiance aux experts. J'ai insisté sur les principes *ascendant* et *descendant* car ces processus ont un sens éminemment politique. Une telle technologie neutre, sans finalité, peut tout autant servir le capitalisme que le socialisme. Elle peut être un simple objet de mise en réseau et de contrôle bureaucratique et c'est pourquoi il était nécessaire que les ouvriers soient capables de la prendre en main et de se l'approprier. À l'image du signal algédonique, le problème intraitable remonte progressivement les échelons et c'est l'individu qui en définitive exprime son besoin et y assujettit les échelons supérieurs. Le système garde aussi un cap politique grâce au projet Futuro de planification qui implique une boucle de rétroaction. Le marxisme était la force hégémonique de la continuité fonctionnelle du Cybersyn, la nation, le CORFO et l'ouvrier étaient autant de systèmes viables enchâssés les uns dans les autres²⁶.

C'est une différence du même ordre qui se situe entre le fédéralisme étatique ou hamiltonien au sein duquel le gouvernement central délègue certaines de ses prérogatives aux entités inférieures, et le fédéralisme proudhonien au sein duquel c'est l'individu qui délègue ses prérogatives aux strates supérieures. Dans les deux cas un besoin est exprimé, une insuffisance nécessite une délégation mais le rapport de dépendance est de nature différente. Dans le premier cas, un centre assujettit ses périphéries à son besoin quand dans le second cas, c'est l'individu qui délègue et donc « collectivise » son problème. L'organisation partant de l'individu est loin d'être impersonnelle (on peut penser au comité de quartier comme premier palier) et on aurait tort par symétrie d'individuer²⁷ les institutions de l'État. Celles-ci obéissent à des logiques autres et leur préservation se fait souvent au détriment des besoins réels de la population.

Le projet Cybersyn par son approche cybernétique « résolution de problèmes [insolubles] » donne un aperçu du travail d'ingénieur pour tenter de dépasser techniquement les contradictions qui se présentent au moment de mettre en œuvre une transition efficace vers un autre système économique.

Eden Medina. Le Projet Cybersyn. *La cybernétique socialiste dans le Chili de Salvador Allende. Préface et postface de Marc Frochaux. Éditions B2, 2017 : <http://editions-b2.com/les-livres/70-eden-medina-le-projet-cybersyn.html>*

²⁶*Ibid.* 106.

²⁷De donner une illusion de corporéité (d'espèce) à un objet

Il est aussi possible de voir une vidéo qui synthétise de manière claire et précise l'histoire du projet. Autogérer un pays avec un système informatique ? - Le projet Cybersyn - Monsieur Bidouille (2019) : <https://video.monsieurbidouille.fr/videos/watch/c07db2e9-6247-480f-a87e-3ec09e67596c>

CONTACTS :

EMAIL : E.ARMAND@FEDERATION-ANARCHISTE.ORG ET
EMILLE.ARMAND@PROTONMAIL.COM

FACEBOOK / INSTAGRAM : « EMILE ARMAND » OU « EANL » / « @EANL.MA »

SITE WEB : EANL.ORG

BLOG : NI DIEU NI CESAR NI TRIBUN BLOG WORDPRESS



FIGURE 1 : « RACISME DANS LA POLICE: 8000 POLICIERS SUR UN GROUPE FACEBOOK OU S'ECHANGENT DES MESSAGES RACISTES »

FIGURE 2 : AUX USA « LES DEMOCRATES ONT APPELE DIMANCHE (7 JUIN 2020) A UNE TRANSFORMATION PROFONDE DE LA POLICE, ACCUSEE DE DISCRIMINATIONS, D'INJUSTICES ET DE BRUTALITES A L'ENCONTRE DES AMERICAINS NOIRS. »



FIGURE 3 : LORS D'UNE CONFERENCE DE PRESSE CE MARDI, ASSA TRAORE A EXPLIQUE QUE « LA MOBILISATION CONTINUE DANS LA RUE, AVEC LE PEUPLE FRANÇAIS » POUR FAIRE LA LUMIERE SUR LA MORT DE SON FRERE LORS DE SON INTERPELLATION EN 2016.

